

BUREAUX: Rue Nain, 1.

Roubaix, Tarcoing:
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. ...

Le Nord de la France

Trois mois... 20

Six mois... 38

Un an... 72

ANNONCES: 15 centimes la ligne.

RECLAMES: 25 centimes

On traite à forfait.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economiste; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 17 JUILLET 1870

Une des sommités industrielles de la France, M. Feray, d'Esnonnes, petit-fils d'Oberkamp, dont la remarquable déposition à l'enquête parlementaire est encore présente à la mémoire de tous nos industriels, vient d'adresser à M. Motte-Bossut, qui nous la communique, la lettre suivante:

« Mon cher monsieur et ami,
La France est en guerre; l'industrie ne l'a pas souhaitée et personne n'en souffrira plus qu'elle.
Il faut que cette guerre soit courte et heureuse, et un des moyens pour y arriver est que le gouvernement ait immédiatement beaucoup d'argent à sa disposition.
Cela lui permettra d'ailleurs de faire l'emprunt d'une manière beaucoup moins onéreuse pour le pays.
Je fais verser ce jour chez le percepteur le second semestre des contributions de ma maison et de ma contribution personnelle, lequel semestre se monte à 7,600 francs.
Si les industriels donnent l'exemple, qui sera certainement suivi par d'autres, de payer immédiatement le solde de leurs contributions pour 1870, l'argent affluera dans les caisses de l'Etat.
Je vous prie de soumettre ces réflexions aux industriels de votre localité et à tous vos amis.
Recevez, mon cher monsieur et ami, mes cordiales salutations.
E. FERAY,
L'un des vice-présidents de la Ligue nationale du travail.
Esnonnes, le 16 juillet 1870.
P. S. — Mettez-vous immédiatement à la tête de cette affaire à Roubaix.
Il faut que le Gouvernement voie que l'industrie aura toujours l'initiative des mesures patriotiques.
E. FERAY.
Dimanche matin, sept heures.
La nouvelle de l'entrée des Français à Luxembourg peut être considérée comme apocryphe. D'après les avis qui nous parviennent de Bruxelles et de Paris, on espère que la neutralité de cette forteresse sera respectée.
M. Ronher a annoncé hier au Sénat que le territoire français avait été envahi le matin par des troupes prussiennes du côté de Landau. Une semblable démonstration aurait eu lieu à Sierck du côté de Thionville.
Tous les gouvernements sont désireux de localiser la guerre et emploient leurs efforts dans ce but. Le gouvernement français ne négligera rien pour favoriser cette politique.
C'est hier samedi que les passeports de M. de Werther ont été remis à M. de Solms, premier secrétaire de l'ambassade de Prusse, à Paris.
Une maison de commerce de Paris avait à envoyer un paquet d'étoffes à Mayence. La compagnie du chemin de fer de l'Est a refusé, aujourd'hui, de se charger du colis.

Les lettres de Paris parlent d'un incident qui se serait produit avant-hier pendant la séance du Corps législatif. M. le vicomte Daru fils ayant fait entendre quelques propos malveillants contre l'extrême droite, M. de Montagnac aurait rappelé au fils de l'ex-ministre que c'était par une tolérance regrettable que le président du Corps législatif, laissait stationner dans les couloirs de chaque côté de la tribune, des secrétaires de ministres ou des attachés des cabinets; mais enfin que les personnes qui jouissaient de cette tolérance devaient rester neutres. Cet incident ayant été porté à la connaissance du président, aujourd'hui une mesure très sévère est prise. Les chefs de Cabinet et les secrétaires particuliers des ministres ne peuvent pénétrer dans la salle des séances qu'autant qu'ils sont munis d'une carte.

Le journal bavarois Vaterland, dit la Correspondance du Nord-Est, paraît avec cette épigraphe: « O Dieu! aie pitié de nous, et flanque une bonne raclée aux Prussiens! (sic). »

De Munich on confirme les informations favorables à la cause prussienne, qu'avaient déjà données des dépêches antérieures. Le ministre considérerait comme existant le casu fœderis prévu par les traités militaires de 1866, et le roi aurait approuvé ce point de vue; il aurait aussi sanctionné l'ordre de mobilisation de l'armée. Par contre, nous lisons dans une feuille danoise, le Dagblad, que la perspective d'une guerre entre la France et la Prusse a produit une grande surexcitation, et éveillé des espérances de revanche en Danemark, et qu'on remarque un grand mouvement de relations entre la légation française et le nouveau ministre de la guerre.

On télégraphie de Londres, 16 juillet: « L'escadre prussienne s'est mise en route pour Kiel après s'être munie de quelques pilotes anglais de la Manche. »

Tous les Français qui étaient à Ems et à Wisbaden viennent de quitter ces deux localités devant la malveillance de la population prussienne, qui n'a pas respecté les dames. Plusieurs d'entre elles ont été maltraitées.

M. le ministre des finances vient de recevoir une lettre d'un contribuable qui offre de payer le double de ses impôts pendant toute la durée de la guerre, et s'inscrit pour le 2<sup>e</sup> semestre soit 1,400 fr.

Les circonstances actuelles donnent un grand intérêt à tout ce qui se passe dans le pays Messin, véritable boulevard de la France du côté de la Prusse, de la Bavière rhénane et du duché de Luxembourg.

Metz est à 2 heures du Luxembourg par le railway, et de même à 3 heures de Sarrelouis, à 4 heures de Trèves; la Moselle ruche à la fois à la frontière belge, à celle de la Bavière rhénane, et à la Prusse du côté de Sierck et de Sarreguemines. La forteresse de Bithe est à la limite bavaroise, Longwy est aussi près d'Arion que de Luxembourg.

Une voie ferrée relie Sarreguemines à Sarrebruck, par un chemin de fer dont la tête est en France, mais dont le parcours se fait tout entier sur le territoire prussien par la rive droite de la Sarre.

Diverses dépêches de la frontière du Rhin et du nord-ouest nous apprennent que les communications télégraphiques et de chemins de fer entre la France et la Prusse ont été coupées l'avant dernière nuit par les autorités prussiennes. C'est surtout du côté de Forbach

et de Sarrelouis que les mesures ont été prises.

Par ordre supérieur, les dépêches télégraphiques chiffrées ne sont plus reçues par l'administration des lignes télégraphiques.

On annonce une proclamation de l'Empereur au peuple français pour lui faire connaître les motifs et le but de la guerre contre la Prusse. Ce document, qui est attendu sous très-peu de jours, s'écartera avec l'entrée en campagne de nos troupes. Jusqu'à présent, toutefois, la attitude dite des hostilités n'est pas ouverte. Elle ne s'ouvrira qu'à la suite d'un ultimatum envoyé à Berlin.

Le maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta, a dû arriver hier soir à Paris.

On annonce que la déclaration de guerre sera signifiée aujourd'hui aux puissances. En même temps, la France adressera aux Etats de l'Allemagne du Sud un manifeste ayant pour but d'établir que la lutte est circonscrite entre la Prusse elle-même, et qu'elle entend respecter les droits et l'indépendance de la nation germanique.

Nouvelles militaires

FRANCE.

L'armée est divisée en quatre corps: Le premier, commandé par le maréchal de Mac Mahon; Le deuxième, par le maréchal Bazaine; Le troisième, par le général comte de Palikao; Le quatrième, (corps de débarquement), par le général Bourbaki.

Le maréchal Le Bœuf devient, comme nous l'avons dit, major général de l'armée sous le commandement en chef de l'Empereur.

La réserve restera placée sous les ordres du général Frossard.

On mande de Metz, le 18 juillet, 3 à 4 heures du soir: Quatre paquebots des Messageries Impériales partent à l'instant pour aller embarquer des troupes à Alger.

Des transports appareillent aussi de Toulon.

Tous les marins appartenant aux levées depuis 1863 sont appelés en activité de service; il en est de même pour ceux qui, étant inscrits, ont moins de six ans de service effectif.

On assure que tous les généraux de division ont reçu ce matin une dépêche directe de l'Empereur où il est dit que Sa Majesté compte sur leur dévouement et leur patriotisme dans les événements qui sont prêts à s'accomplir.

Les régiments partent de tous côtés. Nos soldats sont animés d'un grand enthousiasme.

L'Empereur vient de signer plusieurs décrets de promotions dans les divers grades de l'armée; des nominations sont, en grande partie, motivées par le décret impérial du 14 juillet 1870, qui crée dans chacun des cent régiments d'infanterie de ligne un quatrième bataillon à quatre compagnies, prises dans les bataillons existants.

Jusqu'hier, 14 juillet, aucun mouvement de troupes n'avait eu lieu. Les transports de

matériels et de munitions occupaient seuls les wagons de la compagnie de l'Est, et l'on se bornait à Metz à augmenter la fabrication de la poudre et des cartouches.

On avait bien expédié au camp de Châlons le complément de l'armement de guerre des batteries d'artillerie qui s'y trouvent, mais aujourd'hui les ordres se multiplient et les dépêches se succèdent sans relâche au quartier général de la 5<sup>e</sup> division commandée par le général Deceaen.

Le général Coffinières du génie, le général de Rochebouët, sont arrivés et dirigent, chacun pour l'armée à laquelle ils appartiennent, l'achèvement et l'armement des forts construits sur les hauteurs de la vallée de la Moselle et dans la Seille qui vont être en état de recevoir garnison. Le général de Rochebouët, après avoir visité Bithe et d'autres forteresses vient de retourner à Paris.

L'administration de la marine a acheté avant-hier, sur la place de Nantes, toutes les salaisons qui s'y trouvaient.

Le même jour, une levée de marins a été faite dans ce port; tous ceux qui ne comptaient pas six ans de service ont été pris conformément aux ordres ministériels. Ces ordres sont mis d'ailleurs à exécution avec la plus grande activité dans tous les ports.

On avait fait courir le bruit que le chemin de fer de l'Est avait supprimé la plupart de ses trains de voyageurs. La vérité est que le nombre des trains de voyageurs a été diminué pour permettre le transport des troupes et des munitions.

Metz est absolument prêt. Les remparts, auxquels on travaillait depuis 1866, sont terminés entièrement; il faut plus de trois heures en voiture pour en faire le tour. Les canons sont placés; la ville est en parfait état de défense.

La manutention travaille jour et nuit. Elle produit 40,000 kilogrammes de pain de plus qu'en temps ordinaire. Des convois de munitions en fourgons sont partis ce matin par le chemin de fer.

La nouvelle de la déclaration de guerre a été parfaitement accueillie dans cette ville. La population a plus grande confiance et se montre encore plus belliqueuse que la garnison, s'il est possible.

PRUSSE

A Sarrebruck le gouvernement prussien a retiré les jeunes soldats de la garnison pour les remplacer par des hommes ayant fait la guerre en 1866.

A Sarrelouis, il est arrivé deux régiments prussiens.

L'Echo de la Frontière publie les renseignements suivants:

« Une lettre de Cologne nous informe que les fortifications de la ville ont reçu leur complément de canons à longue portée, d'obusiers et de munitions de guerre. Ces fortifications présentent, sur les bords du Rhin seulement, un développement de neuf kilomètres. Cologne est, avec Mayence, le point stratégique vers lequel la Prusse concentre, dès aujourd'hui, une partie de ses moyens d'action. »

La Prusse compte neuf places de premier ordre:

Ce sont, sur le Rhin: Mayence, Coblenz et Cologne. Sur l'Elbe: Königstein et Magdebourg. Sur l'Oder: Stettin. Sur la Wartha: Posen.

Près de l'embouchure de la Vistule: Dantzick.

Sur la Prégel: Königsberg. Toutes ces places sont sur le territoire prussien, excepté Mayence (Hesse) et Königstein (Saxe).

CORRESPONDANCES D'ALLEMAGNE.

On nous écrit de Berlin, le 14 juillet: Voici ce qui s'est passé hier à Ems. Le matin, à la promenade dans le jardin des eaux, l'ambassadeur français s'adressa au roi Guillaume en lui exprimant le désir qu'il lui fut permis de télégraphier à Paris que le roi s'engageait à ne plus permettre que le prince Léopold de Hohenzollern revint à sa candidature au trône espagnol. Pour toute réponse, le roi a continué sa promenade. Dans la journée, le comte Benedetti est venu à l'hôtel habité par Sa Majesté prussienne, demandant une audience. Le roi lui a fait communiquer par son adjutant du jour, le comte Lehndorff, qu'il n'avait plus rien à lui dire.

La dépêche d'Ems, que les journaux du matin ont publiée, avait déjà été répandue, hier soir, vers dix heures, par des éditions extraordinaires, et on pouvait l'entendre discuter « sous les tilleuls », dans le sens de la guerre. On y voit une rupture. Le comte de Bismark n'est pas parti pour Varzin, comme il en avait l'intention. Ce matin le bruit courait que le roi était revenu d'Ems.

L'opinion publique se montre profondément irritée de la demande du gouvernement français. Je remarque que les organes gauchistes et radicaux eux-mêmes n'osent pas dire un mot contre le courroux qui nous entraîne.

La Gazette de l'Allemagne du Nord constate que le gouvernement français a donné ordre d'armer quatorze bâtiments de guerre pour expliquer les préparatifs de défense qui se font dans nos ports. L'ordre du roi portant la mobilisation de l'armée fédérale était attendu aujourd'hui d'une heure à l'autre. Dans l'armée, la disposition des esprits est belliqueuse; on s'impatiente des retards que subissent les préparatifs par suite de l'éloignement du roi après duquel se trouve le ministre de l'intérieur, comte Eulenburg, parti pour Ems avant hier au soir, pour mettre le roi au courant de l'état des choses.

Coblenz, le 14 juillet.

« A l'extérieur, le plus grand calme; pas de mouvement de fourgons, ni de canons. Lundi soir, pas encore de canons placés. Des hommes qui rentrent au corps cependant. On dit et on croit sincèrement que les magasins et arsenaux sont pleins. »

« Il est certain que toutes les lettres pour la mobilisation sont écrites; le mécanisme en est tel, que trois, quatre jours après qu'elles auront été lancées, on pourra jeter 200,000 hommes en Lorraine. »

« Depuis Sarrebruck, partout, dans les moindres gares, dans les coins, sont entremêlés aux trains de marchandises une quantité de wagons pour 40 hommes et 6 chevaux. »

« La population est pénétrée de l'idée que tout est prêt; elle n'est pas le moins du monde irritée, partie à peine de l'affaire, ne voit dans tout cela que du bruit fait inutilement par ces « gamins de Français. »

« Jusqu'à lundi soir, à Mayence, pas d'apprêts particuliers pour approvisionnements. Par une indiscrétion échappée, il y a huit jours, à un officier du génie, je peux vous annoncer que l'on ne fait pas extrêmement fond de Mayence, qu'on ne défendra pas à outrance; du reste, on pense à un mouvement offensif avec des masses énormes. »

« Les officiers sont toujours guidés, in-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

du 18 JUILLET 1870.

11

LA

BASTIDE ROUGE

PAR ELIE BERTHET.

VI

L'ATTAQUE

Non pas! non pas! répondit le pauvre Sampinelli; je vous remercie, signor; je ne demande pas de revanche; j'y laisserais ma misérable carcasse! Fleuriaux sourit avec malice. — Et vous, mon vaillant picador, reprit-il en s'adressant au patron, sans ran-

cune aussi!... Quand il vous plaira de recommencer notre passe à la navaja, je serai à vos ordres; il n'y aura pas une autre fois de satané fauteuil pour me faire tomber! A revoir donc, mes chers amis; bonsoir et felice notte.

Les deux contrebandiers lui jetèrent, l'un un regard piteux, l'autre un regard de menace, et ils sortirent de la chambre. On les entendit s'éloigner clopincloppant dans le corridor voisin.

— Tel vient chercher de la laine qui s'en retourné tondit! dit Fleuriaux en se frottant les mains des qu'ils eurent disparu; et maintenant, mon bon Linguard, mon respectable ami, continuait-il en se tournant vers le maître du logis, nous allons causer librement, si vous le trouvez bon.

Linguard était comme hébété du résultat de cette scène; il se voyait à la merci de son ennemi. Cependant il s'efforça de paraître calme et même enjoué.

— J'espère, mon cher Tête-à-l'Envers, dit-il en essayant de sourire, que vous ne prendrez pas au sérieux une mauvaise plaisanterie. Vous avez pu entendre que j'ai expressément recommandé à ces gens de ne vous faire aucun mal. Je voulais seulement vous obliger à me montrer ce papier qu'il est si important pour moi de connaître; ces pauvres diables, que vous avez si mal menés, étaient chargés de s'assurer si réellement vous aviez cette pièce sur vous.

— Je comprends très-bien. Tu as des manières obligeantes de faire faire ce

que l'on ne veut pas. Eh bien! nous verrons ce que pensera le procureur du roi de ces charmants procédés. M. Longpré me conduira demain chez le prochain magistrat, et je conterai l'histoire dans le plus grand détail... L'ami Maurice pourra ainsi rendre témoignage de la façon pleine de délicatesse avec laquelle ce butor, que tu appelles le patron, m'invoit, le couteau à la gorge, à montrer le papier en question.

— Pas de menaces, dit Linguard d'une voix sourde et contenue; vous êtes encore en mon pouvoir, chez moi...

— Allons donc! tu serais trop lâche pour m'attaquer ou me faire attaquer, maintenant que j'ai un compagnon disposé à me soutenir?

— Et je vous défendrais, monsieur, dit Maurice avec assurance, au risque de ma propre vie.

— Qu'il prenne garde à lui-même! Il s'est introduit à la Bastide, la nuit, à l'insu de tout le monde; je puis le considérer comme un malfaiteur et le traiter comme tel.

— Cela ne serait pas prudent, monsieur Linguard, répliqua Maurice; les dames Meursanges m'ont vu entrer ici; si je ne réparais pas, votre pouvoir sur elles n'irait pas jusqu'à leur imposer silence.

— Les dames Meursanges! répéta Linguard épouvanté; elles ne dorment pas? Elles ont pu entendre...

— Elles savent en partie ce qui se passe ici, et leur témoignage ne vous

serait pas favorable. D'ailleurs les maîtres de l'auberge de la Belle Maguelonne nous ont vus partir ce soir, M. Fleuriaux et moi, pour la Bastide-Rouge.

— Tu es pris de tous les côtés, mon pauvre Linguard, dit Fleuriaux avec une pitié ironique. Voyons, résigne-toi; tu as été vaincu; il faut savoir se soumettre à la loi du vaincu. Ecoute, je serai généreux avec toi comme avec les autres, je t'offrirai la paix, à certaines conditions.

— La paix! s'écria Linguard avec empressement, oh! parlez! parlez!

— Quand je dis la paix, c'est une trêve que je devrais dire... Enfin, je consens à oublier tes beaux exploits de cette nuit et à t'accorder un délai de quinze jours pour me rendre tes comptes, si tu veux à ton tour m'accorder ce que j'ai à te demander.

— Quelles sont ces conditions?

— D'abord, dit Fleuriaux en ayant l'air de chercher, tu me remettras une centaine de louis avant toute espèce de pourparlers; je veux être convenablement vêtu et réparé dans mon pays natal en véritable nabab.

— Accordé, dit Linguard; vous aurez cet argent demain matin, ce soir même si vous le désirez.

— C'est bien, banarè (ce qui, en galibi de Cayenne, veut dire mon ami). L'autre condition est celle-ci: tu ne t'opposeras plus au mariage de mon libérateur Maurice, ici présent, avec mademoiselle Meursanges, ta pupille; ce

brave garçon sera admis tous les jours auprès d'elle en attendant que les formalités nécessaires pour le mariage soient remplies.

Le jeune homme, sans parler, serra la main de Fleuriaux. Linguard fit la grimace.

— Mademoiselle Meursanges n'est pas ma pupille, répondit-il; elle dépend entièrement de sa mère.

— Soit; alors il nous suffira que tu promettes de ne pas contrarier nos desseins; nous nous entendrons avec la mère.

Linguard hésita un moment.

— Est-ce tout? demanda-t-il enfin.

— A peu près... Ah!... pendant ces quinze jours de trêve je pourrai déjà disposer de la maison comme je l'entendrai, recevoir les personnes de ma famille, qui était passablement nombreuse. Elle n'a pas diminué depuis, j'imagine... Je veux fêter ma bienvenue avec ces excellents parents.

Le vieil avaré réfléchit encore.

— Mais vous me demandez d'être absolument le maître dans ma... dans notre maison, dit-il enfin. Au moins justifiez de vos droits, en me montrant ce papier qui...

— Tron dé Diou! mon bon ami, tu deviens assommant à rabâcher toujours la même chose! s'écria Fleuriaux avec impatience; tu verras ce papier le jour ou nous réglerons définitivement nos comptes; tu le verras en présence d'un notaire et de deux témoins, à travers